



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 9 AVR. 2026
**PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ
CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI) EXPLOITANT UN
ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE TRI, TRANSIT ET LE STOCKAGE DE DÉCHETS
AU LIEU-DIT « AN OALÉJOU » À GUILERS**

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°50-08AI du 18 septembre 2008 autorisant la société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI) à exploiter un établissement spécialisé dans le tri, le transit et le stockage de déchets au lieu-dit « An Oaléjou » à GUILERS ;

VU l'arrêté préfectoral n°27-2018AI du 26 juillet 2018 réglementant l'exploitation d'un forage d'eau industrielle par la société CETI au lieu-dit « An Oaléjou » à GUILERS ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du 20 février 2026 ;

VU le courrier du 20 février 2026 adressé en recommandé avec AR à la société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI) l'informant de la mise en demeure dont elle est susceptible de faire l'objet et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriers en date des 12 et 20 mars 2026 ;

VU le rapport contradictoire de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du 2 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé précise que :

« Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. [...] la quantité de bois autorisé [...]. »

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 6 février 2026, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que seule une caméra de télésurveillance est présente sur le site pour la détection et la surveillance et que le site ne dispose pas d'une détection automatique de départ d'incendie et de transmission automatique des alertes suffisante, en particulier pour les zones contenant des déchets dangereux ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2008 susvisé précise :
« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 470 m3 avant rejet vers le milieu naturel. [...] »

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection 6 février 2026, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que deux bassins susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont quasiment pleins et que l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer que les bassins disposent de la capacité minimum de 470 m3 ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement de mettre en demeure la société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI) de satisfaire les dispositions des articles suivants :

- 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé ;
- 7.6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2008 susvisé ;
- 12 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2008 susvisé ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE (BASSIN DE CONFINEMENT)

La société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI – AIOT 0005507544) exploitant un établissement spécialisé dans le tri, le transit et le stockage de déchets, sise lieu-dit « An Oaléjou » à GUILERS (29820), est mise en demeure de respecter l'article 7.6.7.2 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2008 susvisé, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : MISE EN DEMEURE (SECTION INCENDIE)

La société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI – AIOT 0005507544) exploitant un établissement spécialisé dans le tri, le transit et le stockage de déchets, sise lieu-dit « An Oaléjou » à GUILERS (29820), est mise en demeure de respecter l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, dans un délai de **9 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 3 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux, opérations ou activités.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministère de la Transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

A compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI)

Une copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
 - Monsieur le Maire de Guilers
 - Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Rémi RECIO

DESTINATAIRES :

- DREAL Bretagne / UD 29
- Monsieur le Maire de Guilers
- M. le Directeur de la société "CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI)"

